

Le renouveau, c'est maintenant : et si Emmanuel Macron ne devait réussir que 4 réformes essentielles dans l'intérêt de la France, lesquelles seraient-elles ?



Fiscalité, économie, Europe et lutte contre le terrorisme : telles sont les principales réformes auxquelles le nouveau président de la République doit s'attaquer pour redresser la situation du pays.

Avec Jean-Paul Betbeze
Avec Philippe Crevel
Avec Gérard Bossuat
Avec Roland Lombardi
Avec Éric Verhaeghe

Atlantico : Quel est, selon vous, l'objectif essentiel que devrait réaliser Emmanuel Macron dans l'intérêt de la France, en matière...

1/ D'économie ?

Jean-Paul Betbèze : Réponse spontanée : **renforcer le dialogue social pour permettre aux PME et aux start ups de remonter la double pente de la rentabilité et de l'emploi**. Mais il faut savoir si Emmanuel Macron veut être réélu (bien sûr pour servir l'intérêt de la France) ! La question n'est pas perverse mais rend compte d'un double horizon temporel : celui du temps nécessaire aux réformes en France, long, celui du temps politique, court.

On le sait : ce qui freine le plus la croissance en France – dont le rebond est la mère de toutes les solutions –, c'est la rigidité du travail, notamment dans les PME. Mais rendre le travail plus souple, ce n'est pas faciliter le licenciement, c'est surtout **faciliter l'adaptation des emplois aux évolutions de la demande, renforcer l'apprentissage, la formation et la négociation en entreprise**.

C'est donc élargir ce que permet l'article 8 de la loi El Khomri, en permettant de dialoguer plus, sachant que le Smic et la durée maximale du temps de travail ne peuvent être modifiés. Déjà, certains partis politiques et syndicats fourbissent leurs armes. On comprend qu'il faudra expliquer aux électeurs, aux députés, aux salariés et... aux patrons, ce que ceci veut dire. Il faudra dialoguer, être courageux et attendre les effets des décisions. D'où l'idée de commencer au plus tôt, par les ordonnances.

Pourquoi 5 ans, voire 10 ? Parce que les politiques français n'oublient pas l'exemple allemand : une flexibilité obtenue de façon violente par le chancelier Schröder entre 2002 et 2005. Elle fait repartir l'économie allemande, mais sous la responsabilité d'Angela Merkel. **Réformer économiquement l'entreprise pour en profiter politiquement : les deux quinquennats se jouent dans les deux mois qui viennent**. Ce sera donc... chaud !

2/ De fiscalité ?

Philippe Crevel : La France vit, depuis des décennies, au rythme des augmentations d'impôt et des rafistolages fiscaux. Depuis l'introduction de la CSG, en 1991, sous Michel Rocard, aucune réforme de fond n'a été réellement conduite. Les modifications se sont ajustées au point de rendre illisibles certains impôts. Malgré les déclarations des gouvernements successifs, les niches fiscales se sont multipliées faisant de notre système de prélèvement un puits percé. Il a été demandé aux différents impôts tout à la fois de corriger les inégalités sociales, de soutenir le bâtiment, de favoriser la transition énergétique, d'inciter les épargnants de se diriger vers l'épargne longue tout en conservant leur épargne de précaution.... **En ayant un grand nombre d'objectifs à attendre, notre système fiscal n'en atteint aucun.** De plus, de nombreux prélèvements obligatoires sont hors d'âge. Cela concerne en premier lieu les impôts locaux qui reposent sur des valeurs locatives que l'administration tente de réviser depuis des années.

Du fait de leur augmentation, de leur complexité, les Français regimbent devant les impôts. La révolte des pigeons, des bonnets rouges ont été les symboles de ce refus de l'impôt au cours du mandat de François Hollande.

Eviter le délitement du consentement à l'impôt constitue sans nul doute un des objectifs majeurs auxquels doit s'assigner le nouveau président de la République. Evidemment, et cela n'est pas la mission la plus simple, il faudrait, sur 5 ans **revenir en matière de taux de prélèvements obligatoires dans la moyenne européenne, soit environ 40/42 %**. Pour cela, une centaine de milliards d'euros d'économies devraient être réalisées.

La recherche d'une plus grande neutralité fiscale devrait être le fil rouge d'Emmanuel Macron. L'impôt sert, avant tout, à financer les dépenses publiques. Pour cela, le meilleur moyen, ce sont des prélèvements à assiette large avec des taux faibles. **Les impôts doivent, autant que cela se peut, interférer le moins possible avec les décisions des acteurs économiques** (entreprises ou ménages). Cette simplification sera un gage d'équité. Moins il y a de dispositifs dérogatoires, plus l'impôt est simple et compréhensible.

L'impôt se doit d'être moderne et efficace. La TVA, inventée par Maurice Lauré en 1954, correspondait parfaitement à la montée en puissance de la société de consommation. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement devra réfléchir aux impôts de l'époque digitale.

Emmanuel Macron, en souhaitant instituer un prélèvement libérateur de 30 % sur tous les revenus du patrimoine, semble s'orienter vers une fiscalité plus neutre mais il faudra que ce projet ne soit pas dénaturé. De même, il souhaite amener le taux de l'impôt sur les sociétés à 25 %. C'est une bonne chose surtout si, en même temps, une harmonisation des assiettes est opérée au niveau européen. En avançant sur une individualisation de l'impôt sur le revenu, il nous rapprocherait également de nos partenaires et pourrait, à terme, remettre à plat cet impôt. François Hollande a voulu instituer le prélèvement à la source sans rien changer de l'architecture de l'IR quand il fallait commencer par cela avant de modifier les règles de perception. Le report d'une année de l'introduction de la retenue à la source par Emmanuel Macron devrait être accompagné d'une réforme de l'IR. Sur les impôts locaux, **l'exonération de 80 % de la taxe d'habitation constitue une étape supplémentaire dans l'étatisation des finances locales.** Cette logique est contreproductive et désresponsabilisante. Il faudrait mieux mettre son énergie dans la création d'impôts locaux modernes permettant une réelle péréquation entre les collectivités locales.

Diminution, simplification, neutralité, équité et modernité : à ces mots, il faut ajouter stabilité, ce dernier étant le plus dur à respecter. **Les régimes fiscaux devraient être stabilisés, au moins pour des périodes de 5 ans,** mais moins il y aura de dispositifs dérogatoires, moins il y aura besoin en permanence de les ajuster.

3/ D'Europe ?

Gérard Bossuat : Au début d'un nouveau mandat présidentiel, beaucoup d'attente est perceptible dans tous les domaines de la vie publique en France et en Europe. Il en est un, symbolique et vital pour notre société : l'unité européenne.

Puisque le clivage s'est fait pour ou contre l'Europe, quel pourrait être l'objectif du nouveau président ? Ses électeurs, et Emmanuel Macron lui-même, veulent **plus d'Europe**. Mais définir ainsi vaguement l'objectif paraît léger, donnant du poids aux critiques sur la superficialité de la campagne présidentielle.

Du point de vue de Jean Monnet, disparu en 1979 mais déclaré "père de l'Europe", s'il était possible de l'entendre, quels pourraient être les objectifs prioritaires d'un président français "européen" en 2017 ? Il aurait probablement rappelé que **l'unité se construit par crises successives mais surmontées**. Nous avons été largement servis depuis 2005 après le "non" au projet de traité constitutionnel et les crises bancaires, commencées aux Etats-Unis ; nous en sortons à peine. Monnet a été l'initiateur du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernements, décidé au sommet de Paris de 1974 ; il parlait alors de créer un gouvernement européen et a cru avoir atteint cet objectif. Mais beaucoup d'ambiguïté subsistait, car de la rencontre des chefs de gouvernement ne naquirent pas des procédures de décision efficaces telles que Monnet les auraient souhaitées, surtout après le traité de Maastricht en 1992 et la période Delors (1986-1995). Monnet aurait pu constater que le Conseil européen est plus un obstacle à la décision qu'un moteur de l'unité, provoquant le désappointement des citoyens (euroscepticisme), leur colère (votes extrémistes), ou même le Brexit. Monnet aurait rappelé que sa méthode était de fixer, tous ensemble, un objectif -ici l'approfondissement de l'unité pour le bien des citoyens- et de l'atteindre par une négociation permanente entre acteurs de la vie publique européenne pour faire évoluer les points de vue et aboutir à un accord. Il faut de la confiance mutuelle comme au temps de Schuman, De Gaulle, Giscard, et Adenauer, Schmidt ou Kohl, ou encore Delors comme président de la Commission.

Rétablir la confiance entre Européens est-ce possible ? Briand a été qualifié de "*pèlerin de la paix*" entre les deux guerres. **Macron pourrait être "le pèlerin de l'Europe"**. Mais un pèlerin, ça se déplace, ça propose des solutions communes aux maux de notre société, ce n'est pas soutenir une rivalité permanente avec l'Allemagne ; c'est tenir pour essentiel de ramener les Etats membres au projet initial de leur adhésion à l'Union, à travers des actes concrets en faveur du sauvetage de la planète, de l'équilibre des revenus, pour l'éducation, le bien-être, l'accueil organisé des migrants, la solidarité entre pays membres. "*Nous unissons des hommes, nous ne coalisons pas des Etats*", rappelait Monnet !

A lire également sur notre site : ["Fondre la France dans l'ordo-libéralisme germano-européen, l'autre visage du quinquennat Macron"](#)

4/ De lutte contre le terrorisme ?

Roland Lombardi : Tout d'abord, je crois qu'il est bon de rappeler que le terrorisme n'est pas l'ennemi puisqu'il n'est qu'un mode opératoire. **Le vrai adversaire, s'il faut le nommer et lui donner un visage, c'est l'islamisme.**

Assurément, l'Etat islamique sera vaincu à plus ou moins long terme sur le théâtre syro-irakien. Mais une fois Daech disparu, un autre mouvement verra sûrement le jour. N'oublions pas aussi qu'Al-Qaïda existe toujours et qu'elle vient d'ailleurs, tout récemment, de menacer l'Occident dans une nouvelle vidéo... De fait, le problème n'est donc pas tant les organisations mais bien leur "idéologie", à savoir le salafisme djihadiste et dans l'absolu l'islam politique, qui survivra à Daesh et qui sera toujours plus difficile à vaincre... Or, nous combattons moins des organisations qu'une "cause", une "idée". Et le seul moyen de combattre une idée est de lui opposer une autre idée. Le problème est de savoir si, pour l'heure, l'Occident - ou du moins nos dirigeants actuels - a quelque chose de solide et de sérieux à proposer comme "idée"...

Pour l'heure et pour revenir à la France, le défi majeur du prochain quinquennat et auquel devra faire face notre nouveau président, reste bel et bien la lutte contre ce terrorisme islamiste. Pourtant, en dépit d'un attentat déjoué à Marseille le 18 avril dernier et le meurtre d'un policier, deux jours plus tard à Paris sur les Champs-Élysées, **ce sujet ne semblait malheureusement pas avoir une place essentielle dans la campagne du candidat vainqueur de l'élection présidentielle.**

Certes, et malgré un manque de détermination politique notable de nos responsables, les services français font un travail remarquable. Grâce aux précieux renseignements humains, notamment des services marocains et algériens (parfois sur notre propre sol), aux écoutes et au "piratage" de nombreuses messageries électroniques sécurisées dus à l'amélioration de nos moyens technologiques, ainsi qu'à la coopération avec les services américains, d'importantes arrestations préventives ont pu avoir lieu et plusieurs tentatives d'attentats ont été déjouées. Par ailleurs, les principaux coordinateurs des attentats ont été éliminés sur les territoires syrien et irakien comme Rachid Kassim, tué par une frappe de drone en février dernier.

Pour autant, la menace djihadiste reste prégnante, notamment avec plus de 10 000 fichés S sur notre territoire, sans parler de ceux qui reviendront du théâtre syro-irakien. La "guerre" n'est donc pas terminée. Loin de là. Cependant, comme je le disais dans un précédent entretien^[1], les déclarations et l'entourage d'Emmanuel Macron, ainsi que son programme très "léger" en matière d'anti-terrorisme, sont assez inquiétants quant à la prise de conscience réelle de ce danger persistant et civilisationnel.

Peut-être qu'en bon technocrate, spécialiste de la finance, notre nouveau président croit naïvement que la solution à ce problème sera essentiellement économique. C'est une erreur. Bien sûr, donner du travail à une jeunesse désœuvrée serait une bonne chose, mais **le combat contre l'islamisme et son terrorisme doit se mener de manière globale et sur plusieurs fronts. Fronts sécuritaire et militaire certes, mais également judiciaire** (avec la fin d'un certain laxisme qui a laissé en liberté des terroristes multirécidivistes de droit commun comme dans des affaires de radicalisation), religieux (organiser et structurer enfin l'islam de France tout en interdisant les Frères musulmans et toute association salafiste ou proche des islamistes) et sociétal puis éducatif (lutte contre le chômage certes, mais aussi rétablissement d'un service national intelligent, et surtout une réforme profonde de l'Education nationale). Dernièrement, sur le front extérieur et diplomatique, revoir de fond en comble notre politique migratoire comme nos relations avec les monarchie du Golfe et notre politique au Moyen-Orient, en privilégiant le réalisme et non plus une diplomatie émotionnelle ou économique et enfin, combattre l'islam politique et le djihadisme avec tous les services de sécurité des pays musulmans - régime de Damas compris ! - ainsi qu'avec la Russie et Israël.

Pour l'instant, la seule proposition du candidat Macron qui avait un sens était **la création d'une agence de renseignement centrale de coordination**. Toutefois, cela reste encore insuffisant. L'ancien président et son gouvernement socialiste n'ont jamais eu le courage, l'autorité ni la volonté, pour des raisons bassement idéologiques et électoralistes, de prendre des mesures drastiques et profondes (comme celles évoquées plus haut) afin de lutter efficacement contre ce fléau. Ils n'ont pas su, pour les appliquer, profiter du choc et de l'émotion suscités par les premières attaques de janvier ou novembre 2015. Pire, ils n'ont fait qu'hésiter et tergiverser pitoyablement. De véritables mesures d'exception nous auraient peut-être évité la mort de près de 240 de nos compatriotes depuis plus de deux ans ! Le président Macron aura-t-il, lui, ce courage et les épaules afin d'engager une véritable rupture ? Espérons-le. Durant toute la campagne, il a démontré tout son talent de communicant. Assurément, le plus jeune président français s'est révélé être un très habile politique puisqu'il a réussi à se hisser, de manière fulgurante, jusqu'à la magistrature suprême alors qu'il n'était qu'un quasi inconnu il y a encore trois ans. Chapeau bas l'artiste ! Mais un fin politicien, aussi brillant soit-il, n'a pas toujours fait forcément un grand homme d'Etat. Lorsque nous connaîtrons définitivement le nom de son Premier ministre, ainsi que ceux de ses conseillers officiels, de son ministre de l'Intérieur, de la Défense et des Affaires étrangères, nous en saurons un peu plus sur sa vision, les futures orientations et le cap régalien qu'il donnera au prochain quinquennat.

Dernière chose : **le nouveau et fringant président ne devrait pas négliger cette question cruciale, tout autant que le redressement socio-économique, pour la stabilité et la cohésion future du pays, ni se complaire, comme François Hollande, dans le déni des réalités et gérer la menace au "coup par coup"**. La société française n'a jamais été aussi fracturée. Jusqu'ici, les Français ont défoulé leur colère sur les réseaux sociaux et surtout, dans l'isolement. Mais après les législatives, il n'y aura plus d'élections majeures avant un bon moment. S'ils ne se sentent toujours pas protégés par leur nouveau chef et son gouvernement, qui sait alors comment certains réagiront au prochain attentat de masse ?

[1] <http://www.atlantico.fr/decryptage/rupture-ou-continue-que-sera-diplomatie-francaise-moyen-orient-victoire-marine-pen-emmanuel-macron-roland-lombardi-3033612.html#UcTwpdbOFG9hfjOI.01>

Fiscalité (recherche d'une plus grande neutralité), économie (réforme du dialogue social/réforme du marché du travail), lutte contre le terrorisme et Europe : pour quelles raisons la réussite de ces objectifs par le nouveau président de la République, Emmanuel Macron, est-elle importante dans l'intérêt de la France ?

Eric Verhaeghe : La France a besoin de **réformes structurelles majeures**. C'est particulièrement vrai sur **la question dite socio-fiscale**. Aujourd'hui, la Sécurité sociale accapare 34% du PIB (ce qui est un record dans l'OCDE), et la France est aussi le pays

industrialisé qui fait peser le plus lourd tribut sur les entreprises pour financer cet effort social. Alors que partout, les pays industrialisés ont allégé le fardeau des entreprises (et donc du travail) en fiscalisant massivement les recettes de Sécurité sociale, c'est-à-dire en les faisant passer du côté de l'impôt, la France continue à accabler les employeurs avec ces prélèvements. Et après, on s'étonne d'avoir un chômage massif ! Il est donc vital que les cotisations employeurs soient converties en CSG. On dira la même chose sur les rigidités du marché du travail, qui ne sont que la conséquence directe d'un modèle social obsolète. Celui-ci consiste à demander à des partenaires sociaux de mener des négociations interprofessionnelles qui fixent des normes sociales uniques au niveau national, là où il faudrait permettre aux entreprises de s'organiser et de réguler leurs propres règles par des négociations locales. On attend ici, de façon vitale, que les verrous sautent. Il faut arrêter de plomber l'investissement des entreprises par un financement excessif de la protection sociale, et il faut arrêter d'imposer aux entreprises qui affrontent la concurrence internationale, des normes qui sont imposées d'en haut et qui sont généralement adaptées à des entreprises protégées. C'est la condition d'un retour à la compétitivité et à la prospérité.

Cet ensemble n'est évidemment rien si on ne garantit pas la sécurité en régulant efficacement les relations désormais interculturelles sur le territoire. La communauté nationale doit sublimer et transcender les communautés tribales qui fragmentent la société française. Sur ce point, on s'étonnera encore et toujours d'avoir vu, juste après les attentats islamistes qui ont frappé la France, tant de jeunes musulmanes se mettre à porter le voile. Dans un système correctement régulé, la totalité de la communauté nationale aurait dû faire front. Le fait que cette unité ne se soit pas produite est un indice d'un dysfonctionnement grave et d'une forte exposition à un risque social interne.